

RU 486 : les lobbies anti-IVG ont d'influents amis

On doit à Etienne-Emile Baulieu, et à une équipe du Roussel Uclaf, l'invention du RU 486, pilule révolutionnaire d'interruption volontaire de grossesse. Permettant un minimum d'intervention médicale, elle aurait du remplacer les avortements chirurgicaux. Elle est aussi très prometteuse dans des domaines comme la lutte contre le cancer du sein, la dilatation du col de l'utérus pour aider en cas d'accouchements difficiles par exemple.

C'est en octobre 1988 que Roussel Uclaf qui en a le brevet, décide de retirer ce produit du marché, malgré un débat interne (pourquoi n'a-t'il pas été rendu public?) sur les obligations d'une compagnie pharmaceutique à l'égard du progrès scientifique et de ses consommateurs.

Le Dr Sakiz est à l'époque président de cette compagnie, en même temps qu'un grand ami de Baulieu qu'il connaît depuis ses études supérieures. Il lui doit aussi son entrée à Roussel Uclaf. Il reçoit des menaces des opposants à l'avortement (coups de téléphone, lettres...), subit des pressions d'actionnaires, mais aussi de cadres prêts à sacrifier ce produit, alors que Baulieu est pressenti, en raison de cette découverte pour le prix Nobel.

En juin 1988, Sakiz qui résistait jusqu'alors aux pressions se met à faiblir. Le *New York Times* va jusqu'à parler d'un "ébranlement intellectuel" consécutif à une confrontation avec Xavier Dor. On a bien du mal à croire à l'influence de ce personnage plutôt grotesque, chef fanatique d'une troupe d'agités de la croix et de la prière, au pathos exorciste d'un autre âge, qui n'hésite pas à comparer l'utérus d'une avortée à "un fou crématoire" et l'avortement à un "nouvel holocauste". Sakiz peut-il vraiment être ébranlé par de telles âneries. C'est d'autant plus improbable qu'en 1960, Sakiz avait trouvé choquant, et fort peu avisé commercialement, la décision de Roussel Uclaf de renoncer à la pilule contraceptive par peur des réactions des milieux catholiques. En fait, il semblerait plutôt qu'il ait cédé à des pressions internes. Roussel avait des comptes à

rendre à la compagnie allemande Hoechst, étant passée sous son contrôle. Son PDG Wolfgang Hilger, un proche du pape, a ainsi déclaré qu'une pilule abortive enfreindrait le credo de préservation de la vie de sa compagnie. Que le pape soit pro-vie, personne n'en doute. Il a fait publier l'encyclique pour la vie — et pour la peine de mort — il a nommé une commission d'enquête sur le RU qu'il a confié à la Trêve de Dieu française. Aux Etats-Unis, il a préféré recevoir des assaillants de clinique protestants plutôt que des ecclésiastiques catholiques pro-choix. Mais de là à penser que les convictions d'un PDG d'une compagnie allemande puisse nous être imposées et entraîner la victoire du lobby anti-IVG... Certains ont cru pouvoir excuser



Baulieu et Sakiz

Photo C. Deudon

Hoechst en nous expliquant que son passé de fabricant du Zyklon B lorsqu'elle était IG Farben expliquerait sa sensibilité à l'accusation d'"extermination". C'est renverser totalement la logique. Cet argumentaire a justement été établi par les anti-choix pour faire pression sur Hoechst. Thierry Lefèvre, vice-président de la Trêve de Dieu, s'est en effet évertué à chercher quels liens pouvaient bien exister entre Roussel Uclaf et le nazisme. Il a fini par découvrir que le laboratoire était contrôlé par le groupe Hoechst, créé à partir d'IG Farben, holding chimique allemand dont

une des filiales, Degesch, avait livré autrefois du Zyklon B aux nazis. L'amalgame était alors facile : si Roussel était apparenté à Degesch qui livrait du Zyklon B c'est donc que le RU 486 est un dérivé du Zyklon B ! Ce raisonnement simpliste a apparemment beaucoup convaincu puisque la plupart des associations l'ont repris à leur compte. Que Hoechst le reprenne c'est plus ennuyeux et cela relève en une croyance aveugle en la propagande anti-IVG. Hoechst est effectivement une filiale d'IG Farben mais seule Degussa contrôlait Degesch le producteur du Zyklon B. IG Farben n'y avait que quelques actions. De plus à qui fera-t'on croire qu'en partageant les mêmes convictions que ce lobby, Hoechst n'avait pas remarqué son appartenance à un certain courant de pensée renouant avec ce facheux passé. Un comble d'ailleurs pour ce pape qui d'un côté pratique la repentance à l'égard de l'antisémitisme mais de l'autre encourage ces groupes. Déjà en 1985, Xavier Dor écrivait à Simone Veil : "Je n'arrive pas à comprendre que sortant d'un holocauste vous en fassiez un autre". Aujourd'hui encore fussent les tracts et dessins antisémites.

Que l'Eglise défende son opinion rétrograde sur l'IVG, rien de plus normal, qu'elle veuille l'imposer à tous, c'est pour le moins inquiétant.

Si les menaces des produits Hoechst et Roussel sont bien réelles et mises en scène avec de gros moyens (des manifs simultanées dans la plupart des ambassades françaises...) par contre on a aucune preuve de la réelle efficacité de ce boycott. Face à toutes ces pressions, qui dépassaient celles du strict lobby anti-choix, Sakiz a alors réclamé un débat. On y entendit les objections suivantes. 1) Le RU peut provoquer un boycott des autres produits. 2) Le moral des employés est mauvais, la direction consacre trop de temps à se défendre. 3) Cette pilule ne rapportera jamais de gros bénéfices, puisqu'il faudrait aussi la vendre au Tiers Monde à prix coûtant. Bien entendu c'est le troisième élément qui est capital. Le cynisme de ce raisonnement rappelle les réactions face à l'Afrique et au Sida. On pourrait invoquer la non assistance à personne en danger. Et ça sent à plein nez le néo-colonialisme, voir le racisme avec un Tiers Monde à notre merci. En tous cas l'Inde se l'est procurée, la Chine l'a recopiée, agacées par nos atermoiements. La "prudence médicale" fut aussi invoquée, mais quand meurent tant de femmes de l'avortement clandestin et d'accouchements à répétition, le RU 486 peut-il faire pire? Enfin, doit-on laisser à des compagnies privées le soin de décider à la place des Etats des grandes questions de santé publique? Ou les laisser à la merci des conceptions d'un Wolfgang Hilger et des amis de Jean-Paul II.

Catherine Deudon

Quelques dates

1970 : L'équipe du Pr Baulieu découvre des récepteurs de la progesterone dans les cellules de l'utérus. C'est l'ouverture vers de nouvelles méthodes de contrôle de la fécondité.

1980 : Synthèse de la molécule RU 486.

1984 : L'OMS sponsorise des essais en Europe, en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est.

1988 : Début de la campagne "prolife" lancée conjointement en France en Australie, en Suède. (26 octobre) Pretendant la violence des anti-IVG, Hoechst annonce qu'il ne distribuera plus le RU 486. Cet annonce provoque des protestations internationales. L'IPPF et l'OMS se mobilisent. (28 octobre) Le ministre de la santé déclare que le RU est "propriété morale des femmes" met en demeure Roussel de reprendre la distribution du produit (Mifegyne). Le laboratoire cède sur le seul cas de la France. 1991 : Le Conseil d'Etat

annule la mise en demeure suite à une requête de 6 associations "pro-vie". Au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, des test concluants sont faits sur le RU.

1993 : La Food & Drug Administration autorise le démarrage de tests pour l'administration du RU chez les femmes atteintes du cancer du sein.

1994 : Roussel Uclaf cède ses droits au Population Council pour le marché américain.

1995 Le tribunal correctionnel de Paris juge irrecevable la plainte de l'AOCPA contre le Pr Baulieu.

1997 : Prétendant les menaces de boycott aux Etats-Unis, le groupe Hoechst dont Roussel est une filiale, cède la totalité des droits de la molécule RU 486 au Dr Edouard Sakiz qui fonde Exelgyn qui devrait être disponible en Suisse, en Grande Bretagne, en Norvège).